



Le 6 novembre, les retraités seront dans la rue !

Nous, retraitées et retraités des Finances, serons dans la rue le jeudi 6 novembre pour au moins trois raisons :

Première raison : Nous voulons peser sur les débats parlementaires et porter nos revendications auprès de nos députés. Le projet de loi de finances et le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale sont encore pires que ceux présentés par BAYROU : année blanche pour les pensions, les prestations sociales et le barème de l'impôt, pas de revalorisation des pensions, suppression de l'abattement fiscal de 10%, gel des retraites complémentaires.

Concernant la santé, le projet de loi prévoit le doublement des franchises médicales, la remise en cause des affections de longue durée, la diminution de prise en charge des cures thermales, et ne prévoit aucune mesure sur la perte d'autonomie.

Seconde raison : Nous voulons porter nos revendications :

- Abrogation de la « réforme » des retraites 2023 et le retour de la retraite à 60ans.
- L'abandon définitif d'un projet d'un système par points, dont l'objectif est avant tout de favoriser les marchés financiers via la capitalisation avec un niveau de pension qui sert de variable d'ajustement. Ce système entraîne mécaniquement une baisse des pensions.
- L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires, la péréquation pour les retraités de la fonction publique, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat (+de 30% en 25 ans)
- La pension de réversion égale à 75% du salaire du conjoint sans condition de ressources y compris pour les « pacsés ».
- La revalorisation des pensions au 1er janvier sur la base de l'inflation prévue par la loi de Finances.
- Des mesures de rattrapage salarial, permettant l'éradication des inégalités entre les femmes et les hommes au moment du départ à la retraite.
- Pas de retraite inférieure au Smic revendiqué par la CGT pour une carrière complète.

Troisième raison : Avec notre Fédération des Finances, nous portons un projet de loi de finance alternatif qui renforce les recettes de l'Etat et permet de financer les besoins sociaux et humains.

https://www.cgtf finances.fr/IMG/pdf/4_pages_plf_2026-2.pdf

Nous voulons dénoncer le matraquage idéologique sur la dette et nous dénonçons la stratégie du capital pour imposer, à travers les profits des « prêteurs » des reculs sociaux sans précédent alors qu'ils bénéficient d'une fiscalité honteusement favorable et des taux d'intérêts qui leur permettent de spéculer. Ils sont soutenus par l'extrême droite qui tente d'usurper un projet social, la droite et la macronie qui ont gavé les marchés financiers, les actionnaires et fait prospérer de façon scandaleuse la précarité et la misère.

Nous voulons aussi montrer qu'il est possible, à travers une politique monétaire sélective, de financer massivement les services publics, les infrastructures, la transition écologique.

Le 6 novembre 2025, nous crierons notre colère et nous porterons nos revendications !

Montreuil le 27 octobre 2025